

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.916/2
DU 27 FÉVRIER 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales, le 3 février 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel « modifiant l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Examen du projet

Préambule

Il convient de compléter l'alinéa 1^{er} afin de viser également l'article 32 de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, qui sert de fondement légal au projet examiné en ce qui concerne son application aux indépendants ¹.

Dispositif

Articles 2 et 8

L'article 147, § 1^{er} et § 2, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, détermine les prestations visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 11^o et 12^o ².

Ainsi, figure à l'article 147, § 1^{er}, 14^o, et § 2, 11^o, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 « une prime pour le titre professionnel particulier d'infirmier spécialisé en gériatrie ou la qualification professionnelle particulière d'infirmier ayant une expertise particulière en gériatrie tels que visés aux articles 1^{er} et 2 de l'arrêté royal du

¹ Voir l'avis 47.956/2 donné le 29 mars 2010, sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 4 mai 2010 'modifiant l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées'.

² Les prestations énumérées à l'article 34, alinéa 1^{er}, de la loi coordonnée du 14 juillet 1994, comprennent notamment les soins dispensés en institution dont les prestations fournies en maisons de repos et de soins, en maisons de soins psychiatriques, dans les centres de soins de jour ou dans des services et institutions agréés en application de l'article 170 de la loi 'relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins', coordonnée le 10 juillet 2008 (article 34, alinéa 1^{er}, 11^o) et les prestations fournies en maisons de repos pour personnes âgées, dans des centres de court séjour et dans des institutions constituant le domicile ou la résidence commune de personnes âgées (article 34, alinéa 1^{er}, 12^o).

27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmier ».

En exécution de l'article 37, § 12, de la loi coordonnée du 14 juillet 1994, qui dispose que « Le Ministre fixe, sur proposition du comité de l'assurance, l'intervention pour les prestations visées à l'article 34, 11°, 12° et 13°, ainsi que les conditions de cette intervention (...) », l'article 2 du projet prévoit « le financement d'une prime pour les titres et qualifications professionnels particuliers ». Un tel financement ne peut par conséquent exister que dans le cadre de l'article 147, § 1^{er}, 14°, et § 2, 11°, de l'arrêté royal précité du 3 juillet 1996.

Telle est bien la portée de l'article 8 du projet en ce qu'il prévoit les conditions du financement de la prime destinée aux praticiens de l'art infirmier définis respectivement par l'arrêté ministériel du 19 avril 2007 'fixant les critères d'agrément autorisant les praticiens de l'art infirmier à porter le titre professionnel particulier d'infirmier spécialisé en gériatrie' et par l'arrêté ministériel du 19 avril 2007 'fixant les critères d'agrément autorisant les praticiens de l'art infirmier à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière d'infirmier ayant une expertise particulière en gériatrie'.

Article 13

L'article 13 du projet dispose comme suit :

« Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au Moniteur belge, à l'exception de l'article 9, qui produit ses effets le 1^{er} juillet 2011 ».

En ce qui concerne une entrée en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication au Moniteur belge, pareille règle d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informé, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires' alors que cette disposition a pour objectif d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des règles nouvelles. Par conséquent, il y a lieu d'omettre, sur ce point, la disposition à l'examen, ce qui aurait pour effet de renvoyer au droit commun d'entrée en vigueur, à moins qu'il n'existe une raison particulière d'y déroger. Si la formule figurant au projet est adoptée, il y aura lieu de s'assurer d'une date de publication telle que chacun disposera d'un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié.

Concernant la rétroactivité prévue, à la date du 1^{er} juillet 2011, pour l'article 9 du projet, le fonctionnaire délégué a justifié celle-ci de la manière suivante :

« Il s'agit d'une facilité accordée aux maisons de repos et il a été décidé qu'elle pourrait débuter dès la période de référence commençant le 01/07/2011 et s'achevant le 30/06/2012, afin que nous puissions en tenir compte à partir de la période de facturation débutant le 1^{er} janvier 2013 ».

Une telle justification semble admissible.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	S. VAN DROOGHENBROECK,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme V. SCHMITZ, auditeur adjoint.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.916/2
VAN 27 FEBRUARI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 3 februari 2012 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van het ministeriel besluit “tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Het eerste lid behoort aldus te worden aangevuld dat eveneens wordt verwezen naar artikel 32 van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994, dat een rechtsgrond oplevert voor het voorliggend ontwerp wat de toepassing ervan op de zelfstandigen betreft¹.

Dispositief

Artikelen 2 en 8

Artikel 147, § 1 en § 2, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 ‘tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994, bepaalt wat de verstrekkingen, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 11° en 12° omvatten².

¹ Zie advies 47.956/2, dat op 29 maart 2010 is uitgebracht over een ontwerp dat geleid heeft tot het ministerieel besluit van 4 mei 2010 ‘tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden’.

² De geneeskundige verstrekkingen opgesomd in artikel 34, eerste lid, van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 omvatten inzonderheid de verzorging die in instellingen wordt verstrekt, waaronder de verstrekkingen die worden verleend in rust- en verzorgingstehuizen, psychiatrische verzorgingstehuizen en centra voor dagverzorging of op diensten of in inrichtingen die erkend zijn met toepassing van artikel 170 van de wet ‘betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen’, gecoördineerd op 10 juli 2008 (artikel 34, eerste lid, 11°) en de verstrekkingen die worden verleend in rustoorden voor bejaarden of centra voor kortverblijf en in instellingen die de gemeenschappelijke woon- of verblijfplaats van de bejaarden uitmaken (artikel 34, eerste lid, 12°).

Zo wordt in artikel 147, § 1, 14°, en § 2, 11°, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 melding gemaakt van “een premie voor de bijzondere beroepstitel van verpleegkundige gespecialiseerd in de geriatrie of de bijzondere beroepsbekwaamheid van verpleegkundige met een bijzondere deskundigheid in de geriatrie zoals vermeld in artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 27 september 2006 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels en bijzondere beroepsbekwaamheden voor de beoefenaars van de verpleegkunde”.

Ter uitvoering van artikel 37, § 12, van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994, welke bepaling als volgt luidt: “De Minister stelt, op voorstel van het Verzekeringscomité, de tegemoetkoming vast voor de in artikel 34, 11°, 12° en 13°, bedoelde verstrekkingen alsmede de voorwaarden voor die tegemoetkoming (...)”, voorziet artikel 2 van het ontwerp in “(de) financiering van een premie voor de titels en bijzondere beroepsbekwaamheden”. Zo een financiering kan bijgevolg alleen plaatsvinden in het kader van artikel 147, § 1, 14°, en § 2, 11°, van het voormelde koninklijk besluit van 3 juli 1996.

Zulks is wel degelijk de reikwijdte van artikel 8 van het ontwerp aangezien het de voorwaarden bepaalt van de financiering van de premie voor verpleegkundigen die respectievelijk worden bedoeld in het ministerieel besluit van 19 april 2007 ‘tot vaststelling van de criteria voor erkenning waarbij de beoefenaars van de verpleegkunde gemachtigd worden de bijzondere beroepstitel te dragen van verpleegkundige gespecialiseerd in geriatrie’ en in het ministerieel besluit van 19 april 2007 ‘tot vaststelling van de criteria voor erkenning waarbij de beoefenaars van de verpleegkunde gemachtigd worden zich te beroepen op de bijzondere beroepsbekwaamheid van verpleegkundige met een bijzondere deskundigheid in de geriatrie’.

Artikel 13

Artikel 13 van het ontwerp luidt als volgt:

“Dit besluit treedt in werking vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de dag van zijn bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, met uitzondering van artikel 9 dat uitwerking heeft op 1 juli 2011”.

Zulk een regel van inwerkingtreding op de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad heeft het nadeel dat, indien het ontworpen besluit op het einde van de maand wordt bekendgemaakt, de adressanten ervan niet over de normale termijn van tien dagen beschikken om er kennis van te nemen, een termijn die in principe wordt voorgeschreven bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, terwijl die bepaling ertoe strekt iedereen een

redelijke termijn te verschaffen om van de nieuwe regels kennis te nemen. Bijgevolg dient de voorliggende bepaling wat dat punt betreft te vervallen, wat tot gevolg zou hebben dat verwezen wordt naar het gemene recht inzake inwerkingtreding tenzij er een bijzondere reden zou bestaan om daarvan af te wijken. Indien de formulering in het ontwerp wordt aangenomen, behoort gezorgd te worden voor een datum van bekendmaking die iedereen voldoende tijd laat om kennis te nemen van de bekendgemaakte tekst.

De terugwerking tot 1 juli 2011 van artikel 9 van het ontwerp is door de gemachtigde ambtenaar op de volgende wijze gerechtvaardigd:

“Il s’agit d’une facilité accordée aux maisons de repos et il a été décidé qu’elle pourrait débiter dès la période de référence commençant le 01/07/2011 et s’achevant le 30/06/2012, afin que nous puissions en tenir compte à partir de la période de facturation débutant le 1^{er} janvier 2013”.

Zulk een rechtvaardiging lijkt aanvaard te kunnen worden.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	S. VAN DROOGHENBROECK,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. V. SCHMITZ, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS